**FAQ**

**Wébinaire Contrat d’Allocation d’Études du 20 mai 2022**

**L’appel à candidatures de la campagne CAE 2022** est disponible sur la page ARS via le lien suivant : <https://www.iledefrance.ars.sante.fr/contrat-dallocation-detudes-campagne-2022>

Sur cette page, deux documents sont à télécharger :

* Le **cahier des charges 2022** à destination des établissements reprenant les modalités du dispositif : objet de l’appel à candidatures, objectifs du dispositif, modalités de prise en charge financière, modalités du dispositif de contrat d’allocation d’études, modalités d’instruction des dossiers CAE, engagements et calendrier.
* Le **modèle de contrat d’allocation d’études 2022 prévu** pour la contractualisation entre l’étudiant(e) et l’établissement.

En complément de ces éléments, des informations ci-dessous sont précisées suite aux questions posées dans cadre du webinaire du 20 Mai 2022 :

**Quels sont les étudiants éligibles ?**Les étudiants éligibles au dispositif doivent être inscrit(e)s dans les écoles ou instituts de formation en santé relevant de métiers en tension, **exclusivement en dernière année** :

**Au sein des établissements de santé franciliens**

* **Infirmier** (3ème année de la formation préparant au Diplôme d’Etat d’Infirmier)
* **Sage-Femme** (5ème année de la formation préparant au Diplôme d’Etat de Sages-Femmes)

**Au sein des établissements et services médico-sociaux financés ou co-financés par l’Assurance-maladie (secteurs Personnes âgées et personnes en situation de handicap) franciliens**

* **Aide-soignant** (durant l’intégralité de la formation de la formation préparant au Diplôme d’Etat d’Aide-soignant)
* **Infirmier** (3ème année de la formation préparant au Diplôme d’Etat d’Infirmier)
* **Masseur-kinésithérapeute** (4ème année de la formation préparant au Diplôme d’Etat de Masseur-kinésithérapeute)
* **Orthophoniste** (5ème année de la formation préparant au Certificat de capacité d'Orthophoniste)
* **Éducateur spécialisé** (3ème année de la formation préparant au Diplôme d'État d’Educateur Spécialisé)

**Quelle est la période de rentrée des étudiants éligibles ?**

Les étudiant(e)s éligibles à la campagne 2022 sont en priorité les étudiant(e)s dont la rentrée en dernière année de formation débute à partir de Septembre 2022.

**Quels sont les organismes de formations au sein desquels les étudiants sont inscrits ?**

Les étudiant(e)s inscrits dans des organismes de formations franciliens, mais les étudiants inscrits dans des instituts hors Ile de France sont également éligibles au dispositif.

**Est-ce que l’établissement peut contractualiser des CAE en dehors du dispositif de l’ARS Ile de France ?**

Oui, les établissements peuvent contractualiser des CAE hors dispositif ARS, concernant les métiers de leurs choix, selon leurs propres modalités, et financés sur leurs fonds propres.

**Quelle est la différence entre le contrat d’allocation d’études et le contrat de travail ?**

1. **Le contrat d’allocation d’études (CAE) est signé entre l’établissement et l’étudiant éligible pendant la dernière année de formation de l’étudiant**

Il détermine les modalités de l’allocation contre l’engagement de servir. Les clauses de ruptures éventuelles sont prévues:

* En cas de redoublement ou d’évènement exceptionnel impactant le déroulement habituel du calendrier de formation : le versement de l’allocation d’études peut être suspendu durant toute l’année scolaire de redoublement.
* Dans le cas où l’étudiant(e)/élève met fin à ses études et/ou en cas de non obtention du diplôme d’Etat, l’engagement de servir est rompu de plein droit et il/elle rembourse à l’établissement la totalité des sommes qui lui ont été allouées sous forme d’allocation d’études.
* Seul le cas d’arrêt des études lié à une inaptitude constatée médicalement, dégage l’étudiant(e)/élève du remboursement.
1. **Après obtention du diplôme par l’étudiant(e), un contrat de travail d’une durée de 18 mois est établi entre l’établissement et l’étudiant(e), le type de contrat restant à la discrétion de l’établissement (CDD, CDI…).**

Les clauses éventuelles de rupture du contrat de travail sont prévues dans le contrat d’allocation d’études signé antérieurement :

* En cas de refus par l’étudiant/élève diplômé de prendre un poste au sein de l’établissement, ce dernier devra verser à l’établissement la totalité des sommes perçues pendant sa scolarité, accordées sous forme d’allocation d’études.
* L’étudiant(e)/élève ayant pris un poste au sein de l’établissement qui démissionne ou abandonne son poste (ou autre interruption volontaire à préciser) avant le terme de son engagement de servir sera redevable envers l’établissement de la totalité des sommes perçues pendant sa scolarité, accordées sous forme d’allocation d’études.
* Dans le cas où l’établissement souhaite rompre le contrat de travail, aucune modalité de reversement des sommes perçues pendant la scolarité de l’étudiant(e) n’est prévue. Les modalités de rupture sont celles liées aux clauses du contrat de travail.

L’établissement est en charge de récupérer les crédits.

**Les stages à effectuer pendant la dernière année de formation doivent-ils être effectués dans l’établissement où l’étudiant a signé son CAE ?**

Le contrat d’allocation d’études est décorrelé de la notion de stage au sein de l’établissement pendant sa dernière année d’études. Pour tout stage effectué au sein de l’établissement, une convention de stage doit être établie en parallèle du contrat CAE.

**Comment sont instruits les dossiers ?**

**1)** **Un appel à candidatures** est lancé par l’Agence Régionale de Santé auprès des établissements précités et assure une communication du dispositif auprès des instituts et organismes de formations.

**2)** Les établissements doivent déposer leur dossier dès signature du contrat, sur deux plateformes dédiées **jusqu’au 15 Octobre 2022** :

* Pour les établissements sanitaires : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/cae2022-secteur-sanitaire>
* Pour les établissements et services médico-sociaux financés ou co-financés par l’Assurance-maladie (secteurs Personnes âgées et personnes en situation de handicap) : <https://www.demarchessimplifiees.fr/commencer/cae-2022-secteur-medico-social>

Les dossiers de candidatures complétés et déposés en ligne doivent être constitués de **3 pièces obligatoires** :

**1. Le contrat d’allocation d’études (CAE) dument signé entre l’étudiant/élève et l’établissement**

* Signatures des deux parties obligatoires

**2. La photocopie du document d’identité (recto/verso) de l’étudiant/élève**

* Carte d’identité à jour
* Passeport à jour
* Titre de séjour à jour (ou récépissé de demande de renouvellement)

**3. Le certificat de scolarité de dernière année exclusivement de l’étudiant/élève**

* Précision qu’il est en dernière année de formation obligatoire (sauf pour les étudiants Aide-soignant)
* Pour les étudiants Sages-Femmes : le certificat attendu est le certificat signé par la Direction de l’école de Sage-femme ou le Département de maïeutique

**3)** Les dossiers seront examinés au fil de l’eau et financés sous réserve de respect des critères suivants :

* Complétude du dossier
* Limite des crédits accordés dans le cadre du Fonds d’Intervention Régional (FIR)
* Respect de l’équilibre entre les établissements sanitaires, établissements et services médico-sociaux financés ou co-financés par l’Assurance-maladie et entre les 8 départements franciliens

**Est-ce qu’il y a un quota par établissement ?**

A la différence des campagnes précédentes, le nombre maximal de dossiers par établissement n’est pas déterminé par l’ARS.

Toutefois, les dossiers examinés sur la plateforme seront effectivement validés au fil de l’eau et financés sous réserve du respect de l’équilibre des quotas déterminés entre les établissements sanitaires, établissements et services médico-sociaux financés ou co-financés par l’Assurance-maladie (secteurs Personnes âgées et personnes en situation de handicap) et entre les 8 départements franciliens.

**Quelles sont les modalités de financement du CAE ?**

Pour l’année 2022, le **montant l’allocation d’étude est co-financé** entre :

* L’Agence Régionale de Santé : à hauteur de 60% du coût de l’allocation total
* L’établissement : à hauteur de 40% du coût total de l’allocation d’études

**Comment et par qui est versée l’allocation d’études à l’étudiant ?**

**Les modalités de versement de l’allocation** doivent être précisées dans le contrat d’allocation d’études. Ce financement versé directement par l’établissement à l’étudiant est prévu selon le calendrier suivant :

* Une première partie à hauteur de 60% est versée par l’établissement à l’étudiant dès la signature du contrat. Les modalités de versement (mensualités ou versement unique) doivent être précisées dans le contrat d’allocation d’études.
* Une deuxième partie à hauteur de 40% est versée par l’établissement à l’étudiant en versement unique à la fin des 18 mois d’engagement pendant le contrat de travail.

**Quel est le montant total de l’allocation ?**

**Le montant total de l’allocation** ainsi que les deux parties (60% et 40%) est déterminé tel que :

* Pour les établissements sanitaires

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Métiers concernés** | **Montant total de l’allocation** *(en euros)* | **Montant pris en charge par l’ARS :** **Versé à l’étudiant par l’établissement dès la signature du contrat***(60% du montant total)* | **Montant pris en charge par l’établissement :****Versé à l’étudiant à la fin des 18 mois d’engagement***(40% du montant total)* |
| **IDE** | 9 000 € net | 60% soit 5 400 € net | 40% soit 3 600 € net |
| **S-F** | 10 800 € net | 60% soit 6 480 € net | 40% soit 4 320 € net |

* Pour les Etablissements et services médico-sociaux financés ou co-financés par l’Assurance-maladie (secteurs Personnes âgées et personnes en situation de handicap) :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Métiers concernés** | **Montant total de l’allocation** *(en euros)* | **Montant pris en charge par l’ARS :** **Versé à l’étudiant par l’établissement dès la signature du contrat***(60% du montant total)* | **Montant pris en charge par l’établissement :****Versé à l’étudiant à la fin des 18 mois d’engagement***(40% du montant total)* |
| **AS** | 9 000 € net | 60% soit 5 400 € net | 40% soit 3 600 € net |
| **IDE** | 9 000 € net | 60% soit 5 400 € net | 40% soit 3 600 € net |
| **MK** | 9 000 € net | 60% soit 5 400 € net | 40% soit 3 600 €net |
| **Orthophoniste** | 9 000 € net | 60% soit 5 400 € net | 40% soit 3 600 € net |
| **ES** | 9 000 € net | 60% soit 5 400 € net | 40% soit 3 600 € net |

**L’engagement de servir est-il obligatoirement de 18 mois ?**

L’établissement signe le contrat d’allocation d’études avec l’étudiant et s’engage obligatoirement à le recruter après obtention de son diplôme pour une durée de **18 mois temps plein**.

L’engagement de servir peut-être déterminé sur la base d’un temps partiel, calculée au prorata du temps de travail prévu dans le contrat de travail, soit : (18 mois d’engagement x 100) / (pourcentage du temps partiel choisi)



**Doit-on préciser dans le contrat d’allocation d’études le service dans lequel va travailler le futur diplômé ?**

Le futur service de l’étudiant peut être précisé dans le contrat d’allocation d’études sous réserve d’un accord entre l’établissement et l’étudiant.

Une clause de « mobilité » peut être déterminée entre l’étudiant et l’établissement afin que l’étudiant, après obtention de son diplôme, puisse prendre un poste au sein d’un établissement du même organisme gestionnaire, sous réserve d’en informer l’ARS.

**Est-ce qu’un tuteur est obligatoire au sein des établissements ?**

Les établissements d’accueil sont invités à mettre en place un accompagnement individuel pendant la période de dernière année de scolarité de l’étudiant, à savoir la période de CAE. Pour cela, l’établissement peut choisir de déterminer un tuteur ou une tutrice en lien avec les étudiants pour fluidifier le déroulement du dispositif. Il peut être convenu dans le contrat d’allocation d’études de demander une attestation de réussite ou de présence trimestrielle en lien avec l’organisme de formation. La vérification de diplôme est à la charge de l’établissement.

**Qui est référent sur le dispositif à l’Agence Régionale de Santé Ile-de-France ?**

Pour les questions sur le dispositif, les contacts sont :

* Morgane CAZALET, Chargée de mission RH hospitalières et dialogue social morgane.cazalet@ars.sante.fr
* Dominique CHAREYRE, Responsable du département Accompagnement des Professionnels de Santé dominique.chareyre@ars.sante.fr